

Mercredi 9 décembre 2009, Hôtel Crowne Plaza, Copenhague

## **Compte Rendu de l'Atelier NECTAR**

### **« Approches sectorielles: Appui aux négociations climat pour l'Afrique »**

organisé par l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie

#### **Mots de bienvenue de Monsieur Sibi Bonfils, Directeur adjoint de l'IEPF et de Madame. Fatimata Dia Touré, Directrice de l'IEPF**

#### **Introduction du projet NECTAR Rajae Chafil, Responsable de programme, IEPF**

Mme Rajae Chafil a expliqué pourquoi les études NECTAR – Négociations Climat pour Toute l'Afrique Réussies – ont été réalisées : le lien entre le développement et le réchauffement climatique, reconnu dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), établis en 2000 à New York, doit être exploré plus en détail. L'objectif des études était de formuler un scénario gagnant pour l'Afrique, permettant de concilier la lutte contre le changement climatique et le développement. Six études préliminaires ont déjà été réalisées dans les secteurs prioritaires du bâtiment, de l'agriculture, des forêts, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, et des transports dans des pays pilotes choisis pour leur représentativité d'un ensemble régional (Tunisie, Afrique du Sud, Gabon, Bénin, Mali et Île Maurice) et vont être approfondies pendant les prochaines années. Elles sont financées par l'OIF. L'ADEME, le PNUE et les partenaires de recherche incluent l'IDDRI, ENDA, le GRET, l'ISRA, et le WWF / WAFPCO.

#### **Restitution des études sectorielles préliminaires**

##### Présentation de l'étude dans le secteur d'énergie (Jean-Philippe Thomas, coordonnateur programme énergie, ENDA)

M. Jean-Philippe Thomas a constaté que souvent, des objectifs ambitieux au niveau énergétique sont fixés mais pas atteints. Il ne faut pas, selon lui, considérer l'énergie seulement comme un problème pour le réchauffement climatique des pays d'un certain niveau de développement. Nous pouvons aussi avoir des plans gagnant-gagnant, sobre en carbone dans les pays en développement. M. Thomas pense qu'on ne peut plus séparer l'adaptation et l'atténuation, mais il faudrait intégrer les deux sujets. On constate également une importance croissante de la résilience. Comme 70% des foyers africains dépendent de l'utilisation de la biomasse, elle est au cœur du problème parce que les ressources vont diminuer et la population va croître. En plus, pour faire face au manque de financements, les programmes de développement doivent commencer à financer des projets climatiques.

##### Présentation de l'étude dans le secteur des bâtiments (Pierre Radanne, consultant, Futur Facteur 4)

Le secteur du bâtiment – tout le résidentiel et le tertiaire – est un enjeu énergétique et climatique important. En Afrique, il représente jusqu'à 4/5 de la consommation énergétique et 2/3 de l'électricité. Un concept général devrait faire en sorte qu'« en moyenne les consommations en énergie soient à ce point réduites qu'elles puissent être assurées par l'environnement ». Cela devrait surtout jouer sur l'efficacité énergétique et la production d'énergie renouvelable.

Concernant les négociations, il faudrait d'abord constater un échec total du mécanisme de développement propre (MDP) dans le secteur du bâtiment, il y a seulement eu un projet en Afrique du Sud. Il n'y a pas non plus de projets d'efficacité énergétique financés par l'aide publique au développement (APD) et il faudrait pousser des projets d'énergies renouvelables concernant les bâtiments. En général il faut avoir des actions structurantes, par exemple la conception de constructions neuves et des investissements d'amorçage des filières. Après, on aurait besoin d'une phase de diffusion massive, soutenu par des MDP programmatiques et des programmes de type NAMAs. Enfin, les États devraient passer à une phase d'évaluation et d'optimisation des programmes – soutenu par l'APD et des partenariats du privé et du public (PPP).

En conclusion, Pierre Radanne a souligné le besoin de mixer les modes de financement, de construire des politiques nationales qui couvre les NAPAs et NAMAs et impliquent les collectivités locales pour une coopération décentralisée, et de disposer d'une forte capacité de montage de programmes.

##### Restitution des résultats de l'étude approfondie sur l'agriculture (Olivier Beucher du consortium Iram / baastel)

Concernant le sujet de l'agriculture dans les négociations, M. Beucher considère important d'inclure

l'agriculture dans les MDP, mais cela est difficile parce que les MDP se concentrent surtout sur de gros projets industriels rentables. Il serait bien d'inclure l'agriculture dans les NAMAs, et le REDD+ serait une bonne option. Le secteur agricole aurait besoin d'aide financière pour s'adapter.

M. Beucher a expliqué que les principaux défis pour le secteur sont l'accroissement des besoins alimentaires, la création d'emplois productifs dans le secteur rural et de rendre l'agriculture africaine compétitive. Il a ensuite présenté quelques mesures phares d'adaptation et d'atténuation. Il a indiqué qu'il n'existe pas de solution standard et pas de stratégie unique pour les agricultures africaines, qu'il faut étudier la situation sur place et veiller à conserver la biodiversité et enfin renforcer les institutions de recherche climatique et agronomique. Un investissement massif dans le développement agricole est nécessaire de même que le renforcement des liens entre les négociations sur le climat et le commerce (APE et autres).

Présentation de M. Arthur Riedacker, Professeur, Directeur de recherches à l'INRA, membre de SILVA et de OIKOS : « L'espace rural agricole et forestier – Mitigation et adaptation » :

M. Arthur Riedacker a expliqué pourquoi les pays africains devraient diminuer leur « intensité territoriale », énergétique et en GES. En calculant les objectifs climatiques, il faut tenir compte de l'espace: pour nourrir une population croissante, il faut intensifier l'agriculture. Ainsi, il faut augmenter les récoltes par hectare afin d'éviter de couper des forêts. En France, l'intensité de surface a été divisée par 9 de 1850 à 2000 et l'agriculture émet maintenant moins d'émissions de CO2 par hectare.

M. Riedacker a également souligné qu'on peut augmenter l'efficacité territoriale sans dégrader le bilan de GES. L'agriculture intensifiée émet en effet plus de GES par hectares, mais moins par unité produite parce qu'elle obtient plus de récoltes. Les pays africains devraient « jouer » sur cela.

Pour en savoir plus, consulter le site de l'ONG dont fait partie M. Riedacker : [www.oikos-foodsecurity.org](http://www.oikos-foodsecurity.org)

Témoignage sur des projets réussis en Afrique : Financement d'un projet de développement durable à Maurice (Laurence Breton-Moyet, AFD)

Mme Laurence Breton-Moyet de l'Agence française de développement, a expliqué que le climat et l'énergie ont une importance croissante dans le travail de son agence. Il y a trois niveaux d'intervention : dans l'optimisation de la pratique « business as usual », dans la planification générale et, globalement, dans le développement économique et social.. Elle a souligné qu'il s'agit de projets de société, il faut donc se poser des questions sur les consommations et travailler sur la demande, pas seulement sur l'offre. Elle a présenté une nouvelle approche de l'AFD, pour un projet réussi, visant à inclure les politiques de développement durable dans la politique intégrale d'un pays.. Le *Projet Maurice Ile Durable* se base sur trois piliers : 1. un budget sans conditionnalité, 2. un dialogue et processus interministériel avec une feuille de route et 3. du soutien technique.

### **Questions et discussions**

Les participants ont ensuite exprimé leurs opinions et posé des questions. Quelques uns ont estimé qu'un changement en Afrique, de nature à faire avancer les points importants présentés par les intervenants ne serait pas facile à obtenir, mais ont indiqué qu'ils étaient prêts à promouvoir ces idées. D'autres ont souligné que la question de l'eau était très importante et que la grande question demeurait l'alimentation.

Intervention finale de Monsieur Philippe van de Maele, Président de l'ADEME

M. Philippe Van de Maele, Président de l'ADEME, s'est réjoui de la collaboration de l'ADEME avec l'IEPF dans plusieurs projets et a souhaité que des partenariats entre les deux organisations se poursuivent. Il a souligné que les transferts de technologies n'impliquent pas des changements brutaux mais se font au rythme de l'adaptation. L'aspect territorial reste toujours important et il faudrait donc développer des approches territoriales. Quoique les investissements privés augmentent, le rôle des États demeure essentiel. Il a annoncé que l'AFD et l'ADEME vont travailler ensemble sur le sujet dans des pays africains et il espère que le Plan Borloo va encore se développer.

### **Clôture des travaux par Mme DIA Touré et cocktail dînatoire**

Présentations des intervenants en ligne

<http://www.iepf.org/programmes/operation.php?id=216>

Nina Treu, IDDRI, pour l'IEPF